

# Amélioration des Données Socio-Économiques sur les Terres Rapport de Stratégie Ghana

*Dr. Jacob Novignon*

*Documents de travail ISELDA-006*

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à  
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM  
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

# **Amélioration des Données Socio-Économiques sur les Terres Rapport de Stratégie Ghana**

Par

Dr. Jacob Novignon

*Université des sciences et de la technologie Kwame Nkrumah*

*Département d'économie*

*Kumasi, Ghana*

CREA Document de Travail ISELDA-006

Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi

Mars 2022

**CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE** a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique  
B.P. 62882 - City Square  
Nairobi 00200, Kenya

© 2022, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

# Table des matières

Acronymes et abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Résumé exécutif

1.	Introduction	1
2.	Méthodologie	5
3.	Stratégie d'amélioration des données foncières	9
4.	Conclusion et recommandations	23
	Références	26
	Annexes	27

# Acronymes et abréviations

<b>CREA</b>	Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
<b>CSA</b>	Agence centrale de la statistique
<b>EGIA</b>	Agence éthiopienne d'information géospatiale
<b>ELDMIS</b>	Système d'information sur la gestion des données foncières en Éthiopie
<b>ERA</b>	Autorité éthiopienne des routes
<b>EWCA</b>	Autorité éthiopienne de conservation de la faune
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FDRE</b>	République fédérale démocratique d'Éthiopie
<b>FULLPRIA</b>	Agence fédérale d'information sur l'enregistrement des terres urbaines et des propriétés foncières
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>GTP</b>	Plan de croissance et de transformation
<b>GIS</b>	Système d'information géographique
<b>INSA</b>	Agence de sécurité des réseaux d'information
<b>LSMS</b>	Étude de mesure des niveaux de vie
<b>MOA</b>	Ministère de l'Agriculture
<b>MOWIE</b>	Ministère de l'eau, de l'irrigation et de l'électricité
<b>NEPAD</b>	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
<b>NPCA</b>	Agence de planification et de coordination du NEPAD
<b>RLAUD</b>	Direction de l'administration et de l'utilisation des terres rurales
<b>WLRC</b>	Centre de ressources en eau et en terres

## Liste des tableaux

1.	Données sur les exploitations agricoles, à l'exclusion des zones pastorales	11
2.	L'expansion urbaine et son effet sur les terres rurales	17
3.	Principaux thèmes et contenus à privilégier dans la collecte de données foncières	21
A1	Échantillon de l'enquête socio-économique rurale éthiopienne	27

# Liste des figures

1. Système intégré d'information sur la gestion des données foncières (ELDMIS) 18

# Résumé

Cette mission visait à évaluer la nature et la disponibilité des données socio-économiques sur les terres au Ghana. Les objectifs spécifiques de l'étude étaient les suivants : identifier les principales parties prenantes en matière de données foncières et socio-économiques, évaluer la disponibilité des données et fournir des suggestions pour améliorer les données foncières socio-économiques au Ghana. L'approche adoptée pour préparer cette stratégie a été de mener d'abord une étude documentaire pour identifier les types de données disponibles et leur accessibilité. L'étude s'est également engagée auprès de diverses parties prenantes du secteur foncier. Sept catégories clés de parties prenantes dans les données foncières socio-économiques au Ghana ont été identifiées. En termes de disponibilité des données, le service statistique du Ghana héberge en ligne la plupart des données socio-économiques nationales du pays et offre un accès facile à la plupart de ces ensembles de données. Cependant, certains ensembles de données n'ont pas été collectés par le service statistique et ne sont donc pas disponibles publiquement. Les statistiques sommaires présentées se concentrent principalement sur les terres agricoles et montrent quelques variations intéressantes selon le sexe et la localisation du ménage. Ce rapport stratégique recommande au gouvernement d'élargir les données socio-économiques disponibles pour couvrir la propriété et l'utilisation des terres non agricoles. En outre, il est nécessaire de créer un service d'assistance foncière où les données socio-économiques foncières de toutes les parties prenantes peuvent être gérées pour un accès facile. Cela sera utile pour les décisions politiques et les mises en œuvre. .

# 1. Introduction

## Informations générales sur le pays

Le Ghana est un pays d'Afrique de l'Ouest dont la population totale est d'environ 29 millions d'habitants (45% étant la population rurale). Le pays a une superficie de 23 millions d'hectares et dépend de manière significative de l'agriculture (Bugri, 2013). Le secteur contribue à environ un tiers du produit intérieur brut (PIB). Environ 68 % des terres sont utilisées pour l'agriculture et 15 % supplémentaires sont utilisées comme pâturages naturels permanents (Land Portal, 2019). Ces dernières années, le Ghana a été confronté à une recrudescence des conflits liés à la terre, en particulier dans les zones urbaines. À cet égard, le pays a lancé une importante réforme foncière dont l'objectif principal est " d'améliorer l'enregistrement des terres, le renforcement des capacités institutionnelles, la résolution des conflits fonciers et l'harmonisation des systèmes statutaires et coutumiers régissant les terres ". Au Ghana, les terres sont aussi en grande partie détenues de manière informelle par le biais du régime coutumier. Environ 20 % des terres appartiennent à l'État. Les coutumes et les traditions alimentent également les disparités en matière de propriété foncière, les femmes étant désavantagées.

## Le Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) est une organisation à but non lucratif fondée en 1980. Il est né du constat que la plupart des résultats de recherche disponibles à l'époque, considérés comme appropriés pour d'autres pays, ne convenaient pas toujours au contexte africain et que la plupart des résultats disponibles n'étaient pas souvent mis à profit. La mission du CREA était donc de renforcer la capacité locale à mener des enquêtes indépendantes et rigoureuses sur les problèmes de gestion des économies en Afrique subsaharienne. La structure organisationnelle de l'organisation comprend trois organes qui sont liés entre eux mais indépendants. Il s'agit du Conseil d'administration, chargé d'approuver les orientations politiques et les stratégies pluriannuelles, du Comité de programme, responsable de la définition de l'agenda et des objectifs des programmes de recherche et de formation, et du Secrétariat, dirigé par un directeur exécutif et chargé de gérer les activités quotidiennes de l'organisation. Le CREA a réalisé plusieurs études et a

également servi de consultant à plusieurs institutions, notamment le récent projet d'inventaire des données socio-économiques sur les terres en Afrique.

## **L'Agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD-NPCA)**

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique - Agence de planification et de coordination (NEPAD-NPCA) a été approuvé par l'Union africaine (UA) en 2002 pour coordonner le rythme et l'impact du développement de l'Afrique. Elle est basée en Afrique du Sud. Ses quatre principaux objectifs sont les suivants : éradiquer la pauvreté ; placer les pays africains, tant individuellement que collectivement, sur la voie de la croissance et du développement durables ; mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le processus de mondialisation ; accélérer l'autonomisation des femmes ; et intégrer pleinement l'Afrique dans l'économie mondiale.

La mise en œuvre du NEPAD se fait généralement au niveau des communautés économiques régionales (CER). Ces mises en œuvre sont principalement utilisées par les institutions financières internationales, les agences des Nations unies (ONU) et les partenaires de développement de l'Afrique pour soutenir les efforts de développement en Afrique. La structure organisationnelle comprend le Comité de mise en œuvre des chefs d'État et de gouvernement (HSGIC) et le Comité directeur du NEPAD. Toutefois, l'Assemblée de l'UA supervise le NEPAD. Le NEPAD est actuellement l'agence de financement de l'inventaire des données socio-économiques sur les terres en Afrique.

## **Importance de la stratégie d'amélioration des données foncières**

On ne saurait trop insister sur le rôle de la terre dans la croissance et le développement d'un pays. En effet, la théorie économique identifie la terre comme un facteur crucial de production, en plus du capital et du travail. L'accès et l'utilisation des terres jouent un rôle important aux niveaux micro et macro. Au niveau micro, la terre a le potentiel de créer des emplois et d'améliorer le bien-être des familles. Au niveau macro, l'augmentation de la productivité accroît la croissance économique. Dans les pays en développement, cependant, l'accès à la terre et son utilisation restent compliqués. La gouvernance et l'administration foncières sont généralement médiocres et plusieurs parcelles de terre ne sont pas enregistrées. L'absence d'une administration foncière appropriée et d'informations connexes a contribué aux défis de la croissance économique.

L'Agenda 2063 de l'UA et les Objectifs de développement durable (ODD) cherchent à relever les défis liés à la terre pour l'existence humaine. L'objectif 7 de l'Agenda 2063 de l'UA vise à promouvoir un environnement durable et des économies et communautés résistantes au climat. Plus précisément, cet objectif vise à améliorer

la gestion durable des ressources naturelles et à garantir l'existence de modes de consommation et de production durables. De même, l'ODD relatif aux terres examine comment nous pouvons gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, stopper et inverser la dégradation des terres et mettre fin à la perte de biodiversité. Pour atteindre ces objectifs, il faut que des données complètes sur les terres soient mises à la disposition de la recherche afin d'éclairer les décisions politiques. L'accès à ces données est donc crucial. Dans ce contexte, la pertinence d'un inventaire amélioré des données foncières est essentielle pour le développement du Ghana. Cela devrait permettre de réduire les conflits foncières qui persistent actuellement.

## **Objectifs du projet ISELDA**

1. Faire un inventaire des organisations qui disposent de tel ou tel type de données socio-économiques sur les terres.
2. Évaluer l'accessibilité des données socio-économiques sur les terres pour la recherche et la formulation de politiques.
3. Évaluer les outils utilisés pour collecter les données.
4. Fournir des suggestions pour la stratégie d'amélioration des données foncières.

## 2. Méthodologie

L'approche de cette étude s'est largement basée sur une étude documentaire des sources d'information existantes relatives à la terre. Le processus a impliqué la collecte de données secondaires de micro-niveau disponibles au Ghana. Il s'agit principalement de données sur les caractéristiques socio-économiques au niveau des ménages et des individus. Les principaux référentiels de données examinés sont le catalogue de microdonnées de la Banque mondiale et le service statistique du Ghana. Les questionnaires relatifs aux différents ensembles de données ont également été consultés. Les questionnaires ont ensuite été examinés pour identifier les ensembles de données qui collectent des informations pertinentes sur la terre. Ensuite, des échantillons de questions provenant des ensembles de données identifiés ont été extraits et analysés à l'aide de statistiques descriptives simples. Nous nous sommes concentrés sur les dimensions socio-économiques de la propriété, de l'accès et de l'utilisation des terres au Ghana. Nous avons exploré ces dimensions en fonction du sexe et du lieu.

L'étude a également utilisé certaines techniques qualitatives, notamment l'implication des parties prenantes. Différentes parties prenantes directement ou indirectement impliquées dans l'utilisation des informations foncières ont été identifiées (une liste détaillée des principales parties prenantes est fournie dans le tableau 1).

Des réunions séparées ont ensuite été programmées pour ces parties prenantes et leurs points de vue ont été recueillis sur diverses questions relatives aux données foncières socio-économiques. Il s'agit notamment de leur accès aux données socio-économiques sur les terres, de leur besoin de telles données, de leur satisfaction générale quant aux informations provenant des données existantes et des améliorations possibles nécessaires.

### 3. Stratégie d'amélioration des données foncières

Cette section examine les principales parties prenantes dans l'utilisation des terres, les inventaires des données socio-économiques sur les terres, les statistiques sommaires des questions clés de l'échantillon des données socio-économiques et les stratégies possibles pour améliorer les données foncières au Ghana.

#### Principales parties prenantes dans l'utilisation des terres

Tableau 1 : Parties prenantes dans l'utilisation des terres

No	Parties prenantes	Mission clé
1.	Ministère de la terre et des ressources naturelles	Assurer la gestion et l'utilisation durables des terres, des forêts et des ressources fauniques du pays, ainsi que la gestion efficace des ressources minérales pour la croissance et le développement socio-économiques.
2.	Commission foncière du Ghana	Fournir aux parties prenantes des services de haute qualité, fiables et efficaces en matière d'information géographique, de garantie d'occupation, d'évaluation des biens, d'arpentage et de cartographie, grâce au travail d'équipe et aux technologies modernes.
3.	Autorité chargée de l'utilisation des terres et de l'aménagement de l'espace	Préparer un plan d'utilisation des terres pour le développement et veiller à ce que les plans soient respectés.
4.	Commission forestière	Responsable de la gestion et du soutien des ressources forestières
5.	Centre pour la télédétection et les services d'information géographique	Institution de recherche et de conseil dans le domaine foncier, avec un accent particulier sur la fourniture de services géospatiaux.
6.	Autorité chargée des études géologiques	Produire, collecter, stocker et archiver des données géoscientifiques pertinentes, et diffuser des données et des informations de manière conviviale au gouvernement, à l'industrie et au public
7.	Service statistique du Ghana	Collecter et analyser des données statistiques

## Données socio-économiques actuelles sur les terres

Tableau 2 : Résumé des données socio-économiques sur les terres au Ghana

ORGANISATION	ENQUÊTE	ANNÉE	SAMPLING ÉCHANTILLONNAGE	INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES SUR LES TERRES	OUTIL DE COLLECTE DE DONNÉES	INFORMATIONS SUR LE GÉOCODAGE	NIVEAU D'ACCÈS
Service statistique du Ghana	Enquête sur le niveau de vie au Ghana 7	2017	Couverture nationale	1. 1.	Questionnaire	Codage SIG disponible avec lien systématique aux données socio-économiques.	Disponible en ligne
Service statistique du Ghana	Enquête sur la santé maternelle	2017	Couverture nationale	1. 2.	Questionnaire	N/D	Disponible en ligne
Service statistique du Ghana	Enquête en grappes à indicateurs multiples	2011	Couverture nationale	1. 3.	Questionnaire	N/D	Disponible en ligne
Service statistique du Ghana	Enquête sur la démographie et la santé	2014	Couverture nationale	1. 4.	Questionnaire	N/D	Disponible en ligne
Service statistique du Ghana	Enquête par questionnaire sur les indicateurs de base du bien-être au Ghana	2003	Couverture nationale	1. 5.	Questionnaire	N/D	
Ministère de l'alimentation et de l'agriculture	Enquête sur la production agricole au Ghana (petite saison)	2013	Couverture nationale	2. 6.	Questionnaire	N/D	Disponible en ligne
Centre national de recherche sur l'opinion publique	Évaluation de l'impact des centres d'agrobusiness	2012	Région Ashanti, centrale, orientale et septentrionale	3. 7.	Questionnaire	Codage SIG disponible	Disponible en ligne

*suite page suivante*

Tableau 2 Continué

ORGANISATION	ENQUÊTE	ANNÉE	SAMPLING ÉCHANTILLONNAGE	INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES SUR LES TERRES	OUTIL DE COLLECTE DE DONNÉES	INFORMATIONS SUR LE GÉOCODAGE	NIVEAU D'ACCÈS
Institut de recherche statistique, sociale et économique	Enquête par panel socio-économique	2009	Couverture nationale	1. 8.	Questionnaire	N/D	Disponible en ligne
Institut de recherche statistique, sociale et économique	Enquête sur le niveau de vie au Ghana (5+)	2008	Ceinture horticole du Nord, Ashanti, Est et Sud	1. 9.	Questionnaire	N/D	Disponible en ligne

## Statistiques récapitulatives des questions clés de l'échantillon

**Tableau 3 : Propriété des terres**

Question	Genre		Lieu		Total
	Homme	Femme	Rural	Urbain	
	(%)	(%)	(%)	(%)	
Propriété des terres agricoles	14,992	15,479	26,269	4,202	30,471
	(49.20)	(50.80)	(80.21)	(13.79)	
Possession de terres agricoles au cours des 12 derniers mois	396	436	739	93	832
	(47.60)	(52.40)	(88.82)	(11.18)	

Source : Construction de l'auteur à partir du GLSS 7

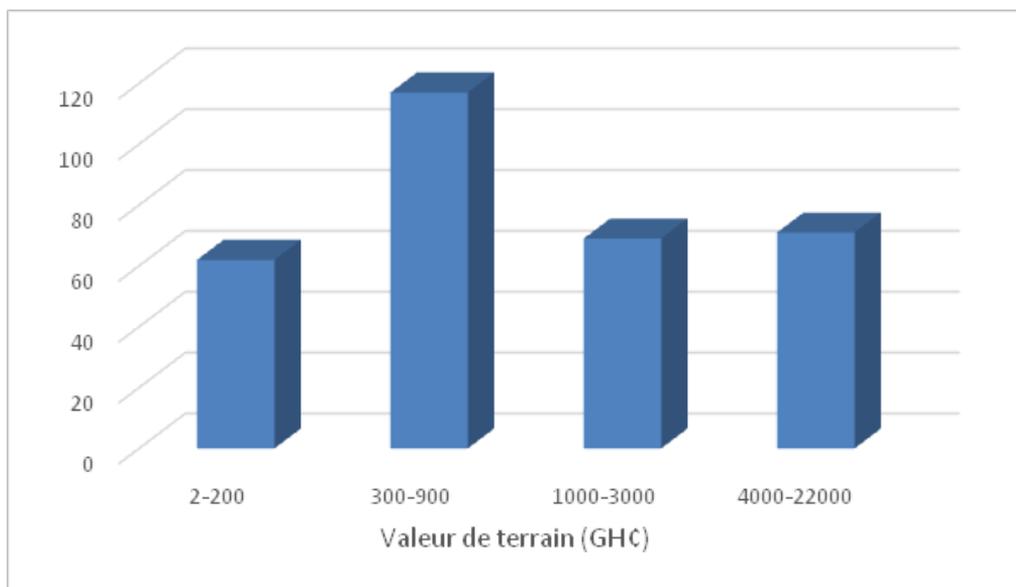
Le tableau 3 montre comment les terres agricoles sont détenues (par sexe et par lieu) au Ghana. Les résultats suggèrent qu'environ 51 % des terres agricoles appartiennent à des ménages dirigés par des femmes. D'autre part, les ménages dirigés par des hommes représentent environ 49 % des terres agricoles. Les terres agricoles sont principalement situées dans les zones rurales (80,21 %), contre 13,79 % dans les zones urbaines.

**Tableau 4 : Commerce des terres agricoles**

Question	Genre		Lieu		Total
	Homme	Femme	Rural	Urbain	
	(%)	(%)	(%)	(%)	
Terres agricoles achetées au cours des 12 derniers mois	151	168	244	75	319
	(47.34)	(52.66)	(76.49)	(23.51)	
Terres agricoles vendues au cours des 12 derniers mois	60	43	75	28	103
	(58.25)	(41.75)	(72.82)	(27.18)	
Terres agricoles louées au cours des 12 derniers mois	213	222	392	43	435
	(48.97)	(51.03)	(90.12)	(9.88)	

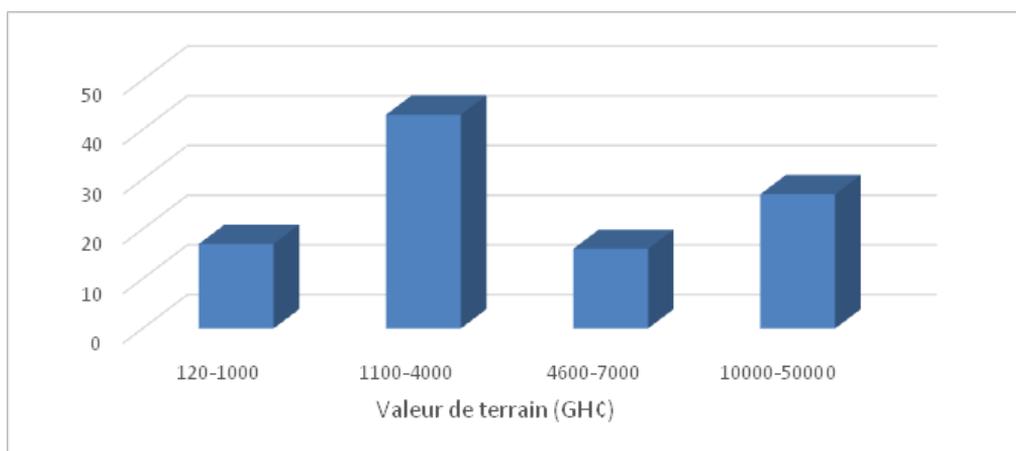
Source : Construction de l'auteur à partir du GLSS 7

Le tableau 4 présente les terres agricoles échangées au cours des 12 derniers mois. Les résultats indiquent que l'achat de terres est plus fréquent dans les ménages dirigés par une femme (52,66 %) que dans ceux dirigés par un homme (47,34 %). L'achat de terres agricoles est également plus prédominant dans les zones rurales (76,49%) que dans les zones urbaines (23,51%). En ce qui concerne la vente de terres agricoles, les résultats indiquent une prédominance des ménages dirigés par des hommes (58,25 %), tandis que 41,75 % des ménages dirigés par des femmes ont vendu leurs terres agricoles. Environ 72% des terres agricoles sont vendues dans les zones rurales tandis que 27,18% sont vendues dans les zones urbaines. Des schémas similaires sont observés dans les locations de terres agricoles.

**Figure 1 : Valeur des terrains achetés au cours des 12 derniers mois**

Source : Construction de l'auteur à partir de GLSS 7

La figure 1 représente la valeur des terres agricoles achetées au cours des 12 derniers mois. Les résultats indiquent que la plupart des terres achetées par les ménages ont été évaluées entre 300 et 900 GH¢. Le montant minimum payé pour une terre agricole était de 2 GHS, tandis que le montant le plus élevé était de 22.000 GHC.

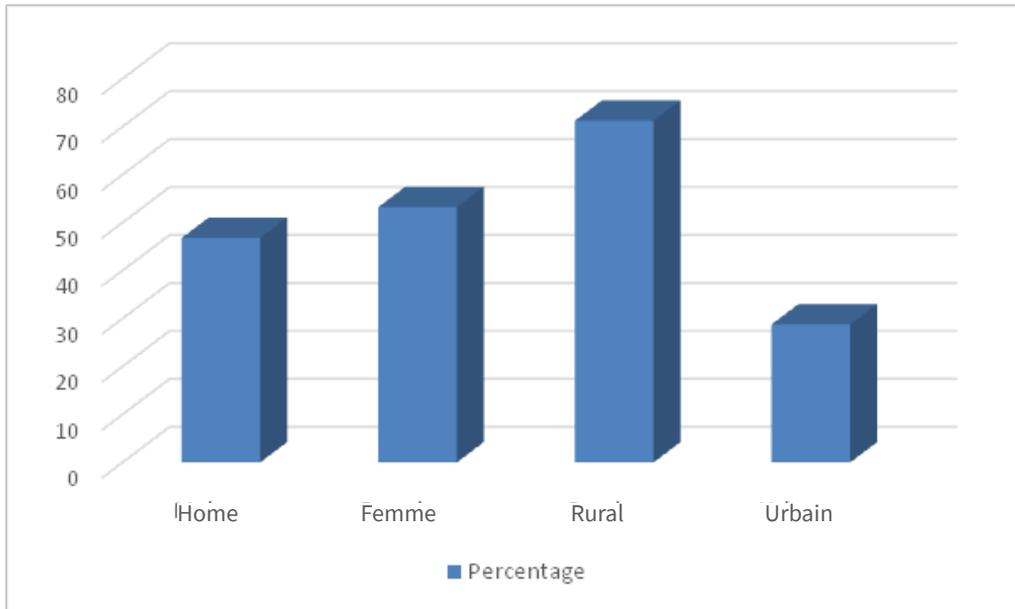
**Figure 2 : Valeur des terres agricoles vendues au cours des 12 derniers mois**

Source : Construction de l'auteur à partir de GLSS 7

La figure 2 montre la valeur des terres agricoles vendues au cours des 12 derniers mois dans un ménage. La plupart des terres agricoles ont été vendues dans une fourchette comprise entre 1 100 GH¢ et 4 000 GH¢. Le montant minimum perçu par

un ménage sur la vente de terres agricoles était de 120 GH¢, tandis que le montant le plus élevé était de 50.000 GH¢.

**Figure 3 : Utilisation des terres**



Source : Construction de l'auteur à partir de GLSS 7

La figure 3 présente des statistiques sommaires sur l'utilisation des terres agricoles. Dans l'enquête, il s'agit des terres cédées pour le métayage. Une ventilation par sexe montre qu'environ 46,8 % des ménages dirigés par des hommes ont cédé leurs terres pour le métayage, ce qui est légèrement inférieur aux 53,2 % des ménages dirigés par des femmes. Les données suggèrent également qu'environ 71,2 % des ménages ruraux ont cédé leurs terres pour le métayage, contre 28,8 % des ménages urbains. Ce résultat est intuitivement attrayant car le métayage est plus populaire dans les communautés rurales que dans les communautés urbaines.

## La stratégie d'amélioration des données foncières

Pour comprendre la gouvernance et l'administration des terres, il faut des ensembles de données complets. Il est important de mentionner que si toutes les enquêtes examinées ont cherché à collecter des données sur les terres, elles se concentrent sur les terres agricoles. Or, les terres ne sont pas uniquement destinées à l'agriculture. Dans ce contexte, une amélioration à plus grande échelle des informations socio-économiques sur les terres au Ghana consistera à inclure des informations sur les terres non agricoles dans les différentes enquêtes nationales. Ceci est important car il existe de nombreuses autres parties prenantes

intéressées par les données foncières au-delà du secteur agricole. Par exemple, les informations sur les autres terres peuvent être utiles aux agences forestières et minières. Les questions qui peuvent être pertinentes dans ce cas incluent : (i) Qui est propriétaire de ces terres ? (ii) A quoi servent ces terres ? Localisation des terres ?

Deuxièmement, les données disponibles sur les terres agricoles dans les enquêtes ne saisissent pas plusieurs détails. Par exemple, il n'est pas clair quels individus spécifiques du ménage possèdent les terres agricoles. Il est donc difficile d'aller au-delà des caractéristiques socio-économiques du chef de ménage et d'identifier le membre du ménage qui possède la terre. Ceci est également important pour mettre en lumière les nuances qui existent au sein du ménage en matière de gouvernance et d'administration des terres. Des questions spécifiques au niveau individuel mettront également en évidence les disparités qui existent au sein des ménages. Par exemple, il serait plus facile de répondre à des questions sur la structure d'âge de la propriété foncière au sein du ménage, la dynamique de genre au-delà du chef, l'utilisation de la terre au sein du ménage, entre autres.

Il est également nécessaire d'examiner les informations sur l'acquisition de terres, l'enregistrement et l'autorisation de développement au niveau des ménages. Les questions à cet égard peuvent inclure : (i) comment la terre en question a été acquise ; (ii) si la terre est développée ; (iii) si la terre est enregistrée ; (iv) les défis liés à l'enregistrement ; (v) la taille de la parcelle ; (vi) le nombre de parcelles possédées ; (vii) s'il y a un conflit foncier : et (viii) la facilité avec laquelle on peut acquérir une terre.

**Tableau 5 : matrice de synthèse des stratégies d'amélioration**

<b>Faiblesses/défis</b>	<b>Stratégie correspondante</b>	<b>Acteur ou agence responsable</b>
Données insuffisantes sur les terres non agricoles	Les enquêtes nationales doivent être conçues de manière à inclure les terres non agricoles ou des sections des enquêtes existantes doivent être développées dans les enquêtes nationales pour saisir les informations sur les terres non agricoles.	Service statistique du Ghana
Les données d'enquête disponibles ne permettent pas de savoir qui possède réellement les terres agricoles au sein d'un même ménage.	Les données sur les terres agricoles devraient permettre de recueillir des informations sur les personnes spécifiques qui possèdent des terres agricoles au sein du ménage. Cela permettra de fournir des informations sur la ventilation par sexe de la propriété et de l'utilisation des terres agricoles.	Service statistique du Ghana
Les enquêtes disponibles manquent de données sur l'utilisation des terres non agricoles.	Il est nécessaire d'inclure des informations sur les permis et le développement des terres non agricoles dans les enquêtes sur les ménages.	Commission nationale des terres et Service des statistiques du Ghana

## **Limites éventuelles de la stratégie d'amélioration**

Il n'y avait pas de limitations évidentes à la mise en œuvre de ces stratégies car la plupart des stratégies existantes ne nécessitent qu'une révision et une mise à niveau des enquêtes déjà existantes. Cependant, pour les stratégies qui nécessitent de nouveaux ensembles de données, il peut y avoir des contraintes financières qui peuvent freiner leur mise en œuvre. Par exemple, il n'existe actuellement aucune enquête socio-économique sur la propriété et l'utilisation des terres non agricoles. Le lancement d'une nouvelle enquête pour collecter de telles informations nécessitera un engagement financier important. Cependant, ce coût peut être réduit en créant simplement un module dans l'enquête GLSS déjà existante, administrée par l'enquête statistique du Ghana.

## **4. Conclusion and recommandations**

### **Conclusion**

Cette mission visait à évaluer la nature et la disponibilité des données socio-économiques sur les terres au Ghana. Les objectifs spécifiques de l'étude étaient d'identifier les principales parties prenantes dans le domaine foncier, d'identifier les données foncières socio-économiques au Ghana, d'évaluer leur disponibilité et de fournir des suggestions pour améliorer les données foncières socio-économiques au Ghana. L'approche adoptée pour préparer cette stratégie a été de mener d'abord une étude documentaire pour identifier le type de données disponibles et leur mode d'accès. Les chercheurs se sont également engagés auprès de diverses parties prenantes dans le domaine foncier, identifiant sept parties prenantes clés dans les données foncières socio-économiques dans le pays. En termes de disponibilité des données, le service statistique du Ghana héberge en ligne la plupart des données socio-économiques nationales du pays et fournit un accès facile à la plupart de ces ensembles de données. Toutefois, certains ensembles de données n'ont pas été collectés par le service statistique et ne sont donc pas accessibles au public. Les statistiques sommaires présentées portaient principalement sur les terres agricoles et montraient quelques variations intéressantes en fonction du sexe et de lieu de résidence du ménage. Un aspect clé de ces ensembles de données qui mérite d'être amélioré est la nécessité d'inclure des questions sur les données relatives aux terres non agricoles. En outre, des questions sur l'administration des terres, notamment l'enregistrement des terres, l'acquisition de permis et l'incidence des litiges, fourniraient des informations pertinentes.

### **Contraintes possibles de la mission**

Quelques facteurs ont limité la portée de cette mission. Certains d'entre eux ont été discutés dans ce rapport comme suit. La première et la plus importante contrainte était la disponibilité et l'accessibilité des données. Heureusement, la plupart des données socio-économiques disponibles au Ghana sont accessibles en ligne avec peu ou pas de restrictions d'accès. Cependant, les informations socio-économiques sur les terres contenues dans ces ensembles de données sont limitées. L'autre limite à l'étendue de la mission était le niveau d'information recueilli dans les données socio-économiques

disponibles. La plupart des informations étaient disponibles au niveau des ménages. De telles informations ne permettent pas de montrer les nuances qui existent au sein du ménage. En l'occurrence, les différences de propriété foncière au sein d'un même ménage ne peuvent être saisies. Ce rapport ne s'est donc concentré que sur des statistiques sommaires avec des informations provenant du chef de ménage.

## **Recommandations en vue de la création d'une base de données foncières et d'un service d'assistance**

Sur la base des résultats de cette mission, nous formulons les recommandations suivantes à l'intention des décideurs politiques.

Premièrement, pour améliorer les données socio-économiques sur les terres au Ghana, il faut inclure des informations sur les aspects importants des données socio-économiques sur les terres qui ne sont pas actuellement saisis dans les enquêtes nationales. Une suggestion plus large serait de commander une enquête nationale sur les terres. Contrairement à d'autres enquêtes qui mettent l'accent sur l'agriculture ou les résultats socio-économiques, cette enquête sur les terres permettra de recueillir des informations qui mettent l'accent sur les terres à travers les individus et les ménages.

Deuxièmement, organiser une coordination adéquate des parties prenantes dans la collecte et l'utilisation des données socio-économiques. L'idéal serait que toutes les parties prenantes qui utilisent des données socio-économiques sur les terres soient impliquées dans le développement et la mise en œuvre de ces enquêtes nationales. Cela aidera à capturer de manière appropriée leurs opinions et leurs besoins en données dans les enquêtes. En outre, nos engagements avec les parties prenantes suggèrent que certaines d'entre elles mènent des enquêtes indépendantes qui ne sont pas rendues publiques. En veillant à ce qu'il y ait une collaboration efficace entre les parties prenantes, on facilitera le partage et l'utilisation des données. Cela permettra également d'économiser des ressources qui seraient autrement utilisées pour simplement reproduire des enquêtes qui ont déjà été menées par d'autres parties prenantes.

En fin de compte, les engagements des parties prenantes et l'examen des données soutiennent la création d'un service d'assistance foncière où les informations socio-économiques de toutes les parties prenantes peuvent être gérées pour un accès facile. Presque toutes les parties prenantes ont confirmé qu'il s'agirait d'une étape importante vers une gouvernance et une administration foncières efficaces au Ghana. Les parties prenantes et le public trouveraient ce service d'assistance utile.

## Références

Bugri, J.T. 2013. "Issues and options for improved land sector governance in Ghana: Application of the land governance assessment framework (LGAF)". *Ghana Survey*, 5: 44–72.

Land Portal (2003), retrieved from <https://landportal.org/book/narratives/2017/countries-ghana>

## Source des données

1. Services statistiques du Ghana  
<http://www.statsghana.gov.gh/gssdatadownloadspage.php>
2. Catalogue de microdonnées de la bande mondiale  
<https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/>
3. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)  
<https://dataverse.harvard.edu/dataset.xhtml?persistentId=doi:10.7910/DVN/26623>



## Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

[www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr)

### Pour en savoir plus :

- |  |  |   |  |
|--|--|---|--|
|  | <a href="http://www.facebook.com/aercafrica">www.facebook.com/aercafrica</a> |  | <a href="http://www.instagram.com/aercafrica_official/">www.instagram.com/aercafrica_official/</a> |
|  | <a href="https://twitter.com/aercafrica">twitter.com/aercafrica</a>          |  | <a href="http://www.linkedin.com/school/aercafrica/">www.linkedin.com/school/aercafrica/</a>       |

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,  
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

[communications@ercafrica.org](mailto:communications@ercafrica.org)